

# Les associations contraintes de réduire la voilure

Claire Ané

## La baisse des financements continue et a un impact sur les activités et les emplois d'un secteur qui représente 9 % des salariés du privé

Un an après la mobilisation historique organisée par Le Mouvement associatif, le 11 octobre 2025, sous le slogan « *Ça ne tient plus* », les 700 000 associations qu'il représente ne vont pas mieux, au contraire. Le troisième baromètre de leur situation financière, rendu public vendredi 16 octobre, révèle leur « *enlisement* » dans les difficultés, doublé du « *sentiment de ne pas être écoutées* », résume Tarek Daher, délégué général d'Emmaüs France, qui vient d'être élu à la présidence de l'organisation.

Les associations employeuses, où travaillent 1,8 million de personnes (9 % des salariés du secteur privé), sont particulièrement touchées : une majorité (58 %) a subi une baisse ou une suppression de ses financements publics. Même si certaines sont parvenues à stabiliser voire à augmenter leurs ressources, grâce à une hausse des cotisations ou de la participation des usagers (20 %), ou à des dons de particuliers, d'entreprises ou de fondations, elles ont aussi été confrontées à une hausse de leurs coûts (carburant, électricité...).

Résultat, leurs fonds propres et leur trésorerie ont fondu : 63 % ont dû revoir à la baisse leurs activités et 58 % envisagent de réduire leur masse salariale. Ces chiffres, similaires à ceux du baromètre d'octobre 2025, témoignent en réalité d'une aggravation, relève Tarek Daher : « *Il s'agit de nouvelles baisses de financements et d'activités, qui s'ajoutent à celles de 2025. Entre-temps, certaines associations ont disparu.* » Quant aux réductions d'effectifs envisagées à l'époque, elles se sont concrétisées : le secteur a perdu environ 11 000 emplois entre le dernier trimestre 2024 et le dernier trimestre 2025, avant d'en regagner 7 000 au premier trimestre 2026, selon des données publiées par le réseau Recherches & Solidarités lundi 12 octobre.

Sur le terrain, ces fragilisations sont tangibles. Marion Malyszka, directrice de l'Union locale d'animation en milieu rural de la presqu'île de Crozon (Finistère) envisage ainsi de licencier sa conseillère numérique à mi-temps, du fait de l'arrêt des financements de l'Etat. « *Ces ateliers sont pourtant très utiles, d'autant qu'il n'y a plus de guichets physiques pour prendre un billet de train, et beaucoup de gens [sont] inquiets des arnaques en ligne* », regrette-t-elle. L'association a déjà dû supprimer ses cours de yoga, en cette rentrée, après ceux de dessin, en 2025.

## Nouvelles coupes budgétaires

La non-prise en compte, dans les aides de l'Etat, de la hausse du smic et des coûts de structure complique la situation de la ressource et du chantier d'insertion ValTrions, dans le Rhône, qui fonctionne grâce à des bénévoles, une dizaine de salariés permanents et une quarantaine d'autres qui travaillent tout en étant formés et accompagnés vers un emploi pérenne. « *Nous n'avons que six semaines de trésorerie, ce qui compromet nos recrutements de l'automne, alors que nous recevons des demandes chaque jour* », annonce la trésorière, Joëlle Chamarie. Les membres passent « *un temps fou* » à rechercher d'autres financements et se voient contraints de réfléchir à augmenter les prix de vente.

A Paris, l'association Belleville citoyenne a vu sa liquidation judiciaire prononcée, le 7 octobre. Son ancien directeur, Simon Tabet, explique qu'elle a été fragilisée par le versement différé d'une subvention de l'Etat, qui a conduit au non-renouvellement de son principal soutien, le Fonds social européen. « *Nous étions une association de quartier qui avait réussi à changer d'échelle, en proposant des formations professionnelles à 100 jeunes chaque année, avec d'excellents résultats, ainsi que des ateliers amateur pour 200 autres, de l'accompagnement social, un point France services qui aidait les habitants à accéder aux droits...* », décrit-il. Avec l'association, ce sont aussi neuf emplois qui disparaissent.

Les organisations plus importantes ne sont pas épargnées. Solidarités International, qui intervient dans 25 pays pour l'accès à l'eau, à l'alimentation et à l'habitat, a dû réduire de 3 000 à 2 600 le nombre de ses salariés en deux ans, y compris par le biais d'un plan social qui a supprimé 40 emplois au sein du siège, en région parisienne, explique le directeur général, Kevin Goldberg. « *La très forte baisse des aides des Etats-Unis, de la France et d'autres pays européens a conduit la plupart des ONG à réduire leurs activités, malgré l'importance des besoins et les conséquences : la progression du virus Ebola, en République démocratique du Congo, va de pair avec l'amoindrissement des dispositifs de surveillance épidémiologique* », décrit-il.

Même les 89 % d'associations qui ne fonctionnent qu'avec des bénévoles sont touchées : 23 % ont subi une baisse des financements publics, et presque autant ont vu leur activité affectée. « *Notre association emploie des éducateurs sportifs qui interviennent pour quelques heures chez nos 130 adhérents, qui sont des collectivités ou de petites associations. Celles-ci ont dû réduire leurs demandes, ce qui nous a conduits à supprimer trois de nos cinq postes à plein temps* », retrace Daniel Le Forestier, qui préside Profession Sport & Loisirs, dans la Meuse.

Dernier enseignement du baromètre : les quelque 4 200 associations répondantes, qui ont été consultées en septembre, s'estiment « *peu* » (pour 42 % d'entre elles) ou « *pas du tout* » (34 %) écoutées par les responsables politiques, malgré l'approche de l'élection présidentielle. Le projet de loi de finances 2027, rendu public depuis, ne les convaincra pas du contraire. Il prévoit de nouvelles coupes ou transferts de charges dans plusieurs domaines où les associations jouent un rôle majeur : l'aide au développement, la politique de la ville, l'accompagnement vers l'emploi, le service civique, les aides aux vacances et à la pratique sportive, le soutien à l'éducation artistique et culturelle...